

Délibération n°2025\_02\_06\_20

Objet : Délibération portant création d'un emploi non permanent et autorisant le recrutement d'un agent contractuel pour mener à bien un projet

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU JEUDI 6 FÉVRIER 2025**

L'an deux mille vingt cinq, le six février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 31 janvier 2025, s'est réuni à 19h11, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 23**

**Nombre de membres représentés : 5**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRALT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Colette MORETEAU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRALT

**Absent :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :**

Les articles L.332-24, L. 332-25 et L. 332-26 du Code général de la fonction publique autorisent le recrutement d'agents contractuels pour un contrat à durée déterminée afin de mener à bien un projet ou une opération

identifiée. Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et d'une durée maximale de 6 ans. L'objet du contrat est la réalisation de son objet.

Considérant que le contrat de projet est nécessaire pour prévoir les études, effectuer les demandes de subventions auprès des différentes administrations, faire le lien avec les plaisanciers afin de réaliser la certification européenne « port propre », mettre en place la numérisation du port et la valorisation Eco touristique du secteur de l'Avranche ainsi que la digue de protection au quartier des cabanes.

Considérant que ces missions requièrent des compétences spécifiques, il a été créé lors du Conseil municipal du 7 décembre 2023 un poste non permanent sur le grade d'attaché principal, dont la durée hebdomadaire de service est de 21/35ème annualisé pour mener à bien le projet, à compter du 1er mars 2024.

Le projet n'ayant pas été finalisé sur l'année écoulée, il convient d'autoriser Monsieur le Maire à renouveler le contrat de projet dans les mêmes conditions que citées précédemment et ce, pour une durée maximale de 6 ans en totalité.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à recruter un agent sur un contrat de projet au grade d'attaché principal pour effectuer les missions de chargé de projet sur la valorisation du port de Pérols, pour répondre au besoin temporaire de la collectivité afin de mener à bien le pilotage des 4 études en cours sur le domaine portuaire, coordonner les actions nécessaires au développement et à la modernisation du port, suivre les demandes de subventions, d'une durée hebdomadaire de travail égale à 21/35ème annualisé, à compter du 1er mars 2025 pour la durée du projet qui ne peut excéder 6 ans en totalité ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte individuel relatif à ce recrutement ;
- Dire que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 012 du budget de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE

Fait à Pérols, le 7 février 2025

Le Maire,  
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.